



LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

31 mars 2022

N° 291

Prix: 15 gourdes

EDITORIAL

29 MARS 2022 : MANIFESTATION CONTRE L'INSÉCURITÉ



A l'appel de plusieurs organisations de la société civile dont le collectif du 4 décembre, des dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de la capitale, Port-au-Prince, le mardi 29 mars 2022. C'est la première fois depuis l'assassinat de Jovenel Moïse qu'un aussi grand nombre de personnes manifestent leur colère dans les rues contre la descente du pays aux enfers.

Cette manifestation fait suite à une longue série de rapt ciblant différentes couches de la société, tous plus révoltants les uns que les autres. Les bandits ont perpétré leurs forfaits en toute quiétude comme s'ils étaient les seuls maîtres du pays.

Des professeurs, écoliers, et étudiants ont été kidnappés devant leurs établissements scolaires. La dernière, Fabiola Payen, étudiante en soins infirmiers, est restée 17 jours entre les mains de ses ravisseurs.

Plusieurs pasteurs des églises protestantes ont été enlevés. L'enlèvement du pasteur Rémy Lochard et du gynécologue Michel D'Alexis avait soulevé une large indignation au niveau de la population. Très âgés, ils ont passé environ 3 semaines en captivité.

Des médecins ont été kidnappés sur leurs lieux de travail. Les malfrats simulaient une interpellation menée conjointement par la police et la justice. Alors que tous les hôpitaux observaient un arrêt de travail de 3 jours pour protester contre deux seniors enlevés, des bandits ont lancé d'autres attaques dans un cabinet de médecins à Delmas.

Sur la nationale #2, les habitants continuent de relater les horreurs qu'ils vivent sur ce tronçon de route. Des centaines de milliers de

familles vivent en captivité à ciel ouvert, elles ne peuvent plus venir au centre-ville de Port-au-Prince où était concentré l'essentiel des activités qui les faisaient vivre. Les autres segments routiers qui servent d'alternatives à celles et ceux contraints par la force des choses de venir à Port-au-Prince en témoignent également. De petits sentiers poussiéreux, rocailleux, avec des dénivellations susceptibles de décourager même des athlètes.

Les rues de Port-au-Prince sont parsemées de dos d'âne, dans certains autres quartiers, les gens creusent des tranchées pour ralentir ou décourager les bandits. Chaque fois qu'une personne connue d'un quartier est kidnappée, les gens protestent par la mise d'un barrage avec des pneus enflammés ou avec tout ce qu'ils trouvent.

Pour l'instant, bien retranchés dans leurs fiefs des immenses quartiers qu'ils contrôlent, les bandits donnent l'impression qu'ils font peu de cas des protestations isolées de la population. Ils continuent sans broncher leur travail de sape.

Mais la manifestation du 29 mars, encourageante par la participation de la population, peut-être le début de réveil, le début de la généralisation de la colère de la population, de cette marée humaine devant laquelle rien ne pourra résister, même des malfrats aussi armés qu'ils soient. ■

SOMMAIRE

Editorial

- ⇒ Page 1
 - 29 mars 2022 : manifestation contre l'insécurité

Leur société

- ⇒ Page 2
 - Sud : manifestation contre l'insécurité
 - Les profiteurs de l'insécurité
 - Le prolétariat, avant-garde des classes populaires

Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
 - Premier mai : les luttes pour la réduction de la journée de travail continuent
 - Les patrons refusent d'appliquer les 37% au salaire de production
 - Soixante une gourdes déjà perdues sur le salaire
 - Premium : un beau geste de solidarité
- ⇒ Page 4
 - Grève à l'hôpital général : l'Etat affiche son inutilité
 - 8 mars : journée internationale des luttes des femmes

Dans l'international

- ⇒ Page 4
 - Russie-Ukraine : une guerre impérialiste menée avec la peau des masses populaires

Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

SUD: MANIFESTATION CONTRE L'INSÉCURITÉ

Ce mardi 29 mars correspondait à la troisième journée de mobilisation dans la ville des Cayes. Le bilan est lourd : un mort et plus d'une quinzaine de blessés selon des organisateurs. Un avion garé sur le tarmac de l'aérogare Antoine Simon des Cayes a été incendié par les manifestants en colère.

La presse locale parle de dizaines de milliers de personnes venues de différentes communes du département du Sud pour exprimer leur ras-le-bol contre l'insécurité, la flambée continue des prix et contre la situation écoeurante des populations sinistrées abandonnées à elles-mêmes depuis le séisme du 14 août qui avait sévèrement frappé le grand Sud. Ce mouvement fait suite à la manifestation du 7 février dernier qui avait rassemblé plusieurs milliers de personnes à Camp-Perrin, commune de l'arrondissement des Cayes avec quasiment les mêmes revendications.

Partie de la Croix des quatre chemins, le point de rassemblement, la foule

s'est dirigée vers l'aérogare Antoine Simon où atterrissent les vols locaux en provenance de Port-au-Prince. Une façon de s'en prendre aux propriétaires des lignes aériennes qui mettent à profit la situation désastreuse à Martissant, l'enclavement et l'asphyxie du grand Sud pour engranger un maximum d'argent dans un temps record.

Pendant le parcours, les manifestants ont tiré à boulets rouges sur un sénateur du Sud, Hervé Foucand du PHTK, propriétaire de petits avions assurant la ligne Port-au-Prince/Cayes depuis que le passage à Martissant est contrôlé par des gangs armés. *Nos malheurs font le bonheur de ces malfrats*, scandaient les manifestants. Des

échauffourées entre ces derniers et les policiers ont éclaté quand ceux-ci ont eu recours aux gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule et l'empêcher d'avoir accès à l'aérogare.

Furieux, des manifestants ont répondu par des jets de pierres et de bouteilles et ont fini par envahir l'aérogare où ils ont incendié le seul avion qui s'y trouvait. Un manifestant a été tué et quelques policiers zélés figurent parmi les blessés.

Les organisateurs ont promis de poursuivre le mouvement jusqu'au rétablissement de la circulation routière à Martissant et la prise en charge des besoins des populations sinistrées par les dirigeants. ■

LES PROFITEURS DE L'INSÉCURITÉ

La population est aux abois. Abasourdie, elle constate chaque jour sa chute libre et celle du pays vers l'abîme et le désespoir tandis qu'une poignée de margoulins font leur beurre de cette descente aux enfers.

On a appris récemment par la presse qu'une compagnie de « taxis blindés » serait née dans le pays. Pour 200 jusqu'à 1500 dollars américains, elle propose d'emmener ses clients à leur travail, à l'aéroport par exemple. De connivence avec certains chefs de gangs de Martissant, certaines compagnies de transport – comme celle du journaliste Bob C - proposent de faire passer leurs clients en toute sécurité au niveau des zones dangereuses. Cela se termine souvent en drame. Récemment, plusieurs dizaines de passagers vers le sud du pays ont été pris en otage par des bandits. Certains ont été grièvement blessés par les malfrats et un policier qui s'y trouvait a été criblé de balles.

Au niveau de la douane de Port-au-

Prince, des compagnies augmentent de 50% le prix du dédouanement des marchandises. Elles justifient cette hausse par l'insécurité qui sévit au niveau de Martissant. Mais au final, ce sont les consommateurs – au bout de la chaîne - qui paient ces augmentations de prix.

Les activités de certaines compagnies aériennes assurant le transport de Port-au-Prince vers le sud fleurissent. Profitant de l'affluence, elles ont doublé leurs prix. En réaction, le 29 mars dernier, une foule en colère a incendié un petit appareil sur le tarmac de l'aéroport de la 3e ville du pays, les Cayes.

Ceux qui font office de gouvernement, d'autorités ou de responsables se cantonnent au rang de vulgaires fripouilles. Tenus en respect par les gangs armés, ils se contentent de faire

semblant tout en vidant les derniers centimes des caisses de l'Etat. Leurs collègues de l'opposition n'en démordent pas non plus, dans cette boue nauséabonde, ils continuent de se faire la guerre au mépris de la souffrance et du désarroi de la population.

Les quelques exemples cités ci-dessus représentent la partie visible de l'iceberg. C'est toute la superstructure du pays qui est au service des gangs armés ou qui s'en accomode. En tout premier lieu le système bancaire, la justice, le gouvernement, les forces de sécurité, etc. Ils sont tous genoux à terre au service de la mafia, du grand banditisme.

Les classes populaires en sont les principales victimes. Se révolter collectivement contre l'inacceptable est la seule voie à suivre. ■

LE PROLÉTARIAT, AVANT-GARDE DES CLASSES POPULAIRES

Après 3 semaines de mobilisation, les travailleurs de la sous-traitance ont arraché un ajustement salarial. Toutes les autres catégories de travailleurs en ont bénéficié comme c'est le cas à chaque fois, depuis 2009. Cette victoire est également celle des classes populaires. En effet, des habitants de quartiers pauvres, marchands, chauffeurs de camionnettes et de taxis, chômeurs, etc. ont apporté à leur manière leur solidarité à cette mobilisation, parce qu'ils appartiennent tous à une seule et même classe : celle des exploités, actifs ou au chômage.

Ce mouvement social – tout comme les précédents - a été l'occasion d'étaler aux yeux de l'opinion publique les mauvaises conditions de vie et de travail de ceux qui font marcher la société, montrant ainsi le visage et la cruauté du capitalisme dans un pays pauvre comme Haïti. Alors que ceux qui se tournent les pouces – se présentant comme des hommes d'affaires ou des investisseurs – se vautrent dans les richesses créées et générées par la force de travail des ouvriers qui pataugent dans la crasse et se défoncent au quotidien pour joindre les deux bouts.

Cette lutte pour le relèvement du salaire minimum a été payante non seulement en raison de la détermination des milliers de manifestants ouvriers qui ont bravé la répression policière, mais aussi en raison de la solidarité et de la sympathie de l'ensemble du monde du travail, exprimées dans les rues, dans la presse, dans les transports en commun, au sein des autres entreprises, etc.

Dans les villes comme dans les campagnes, voire dans la diaspora, partout,

cette mobilisation a eu des échos favorables et a soulevé l'indignation des classes populaires. Il en est ainsi, depuis 2009, à chaque coup de colère des travailleurs de la zone industrielle pour exiger un ajustement salarial.

Et ce n'est pas un hasard ! Et ce n'est pas seulement grâce à la répercussion de chaque ajustement sur la grille salariale de toutes les entreprises réparties en secteurs. De par leur place dans la société et dans le processus de production, ce sont les travailleurs qui peuvent prendre la direction politique de la lutte de l'ensemble des classes exploitées.

Les travailleurs représentent et sont aux yeux des autres couches exploitées de la société leur avant-garde, leur porte-étendard. En n'ayant rien à perdre et tout à gagner, ce sont eux qui peuvent affranchir la société non seulement de l'esclavage salarial mais aussi de la propriété privée des moyens de production et de l'exploitation de l'homme par l'homme, le fondement même du système capitaliste, source des malheurs et des calamités de toutes sortes des travailleurs et des classes populaires en général.

Pour reprendre l'expression du "Manifeste Communiste", le prolétariat est la seule classe sociale qui n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes en détruisant l'ordre capitaliste, en vue de la réorganisation de l'économie, à l'échelle du monde, afin que son moteur ne soit plus la soif du profit individuel, mais l'intérêt collectif. ■



PREMIER MAI : LES LUTTES POUR LA RÉDUCTION DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL CONTINUENT

Au début de l'industrialisation, les ouvriers travaillaient dans des conditions pénibles, jusqu'à 14, 16 heures de temps. Sous la pression des superviseurs, ils accomplissaient des tâches fastidieuses pour un salaire insignifiant.

Dans le secteur textile, on embauchait en majorité des femmes et des enfants. Ils travaillaient dans des locaux sales, encombrés, mal aérés. Dans les mines, les enfants manœuvres poussaient des chariots et descendaient dans les galeries les plus étroites où un adulte pouvait difficilement se tenir debout.

Suites à ces mauvaises conditions de travail, les ouvriers ont relevé la tête. Pendant plus d'un siècle, avec leurs organisations, ils se sont battus contre les longues journées de travail, jusqu'à 16

heures quotidiennes, qui broyaient leur chair et leurs os. De l'Australie aux USA en passant par l'Europe, des millions de travailleurs réclamaient la journée de 8 heures. Les luttes opposant salariés et patronat furent âpres. Partout, les gouvernements détachaient des hordes de sbires contre les manifestations des travailleurs. Les milliers de morts, de blessés, les assassinats n'ont pas ébranlé pour autant la détermination de la classe ouvrière. Après avoir fait céder les capitalistes dans plusieurs pays, c'est la révolution bolchévique d'octobre 1917 qui a universalisé la journée de 8 heures de temps. La peur de la contagiosité de cette révolution a fait plier les capitalistes.

Mais depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Avec le recul des luttes ouvrières, les capitalistes ont repris du poil de la bête. Même si officiellement, ils ne sont pas revenus aux longues journées de 16 heures à l'échelle

internationale, ils ont trouvé d'autres astuces pour accroître encore leur plus-value, tout en généralisant la précarité et la pauvreté au sein de la classe ouvrière même dans les plus grandes citadelles du capitalisme.

Pourtant, grâce au développement de la science et de la technologie, avec les richesses accumulées, il est possible de réduire drastiquement le temps de travail en répartissant le travail entre tous aujourd'hui. Mais tant que la conduite de l'économie reste entre les mains des capitalistes, la charge de la faire fonctionner sera davantage confiée à un nombre de plus en plus restreint de travailleurs pendant que la majorité d'entre eux sombrera dans le chômage.

Si dans le système, toutes les victoires des travailleurs sont toujours provisoires, elles peuvent toutefois servir d'expériences pour les futures batailles qui détruiront complètement les bases de cette société barbare. ■

LES PATRONS REFUSENT D'APPLIQUER LES 37% AU SALAIRE DE PRODUCTION

Les tarifs, les quotas et mêmes les primes, sont autant de moyens qui permettent aux ouvriers d'arrondir le salaire minimum. L'ensemble de ces prix qui ne font pas partie du salaire minimum représente le salaire de production. L'ajustement de 37% du salaire minimum les concerne tous.

Quelques rares patrons sur la zone industrielle ont joué le jeu en acceptant d'appliquer le nouveau salaire minimum de 685 gourdes mais ensuite de reporter les 37% d'ajustement sur les prix des tarifs et autres. C'est le cas de SISA, par exemple. Mais dans leur grande majorité, ils se contentent de payer le nouveau salaire minimum en ignorant le salaire de production. Il y en a même, comme au numéro 32 Horizon du parc Sonapi, qui augmentent le quota des tarifs pour les anciens prix.

A Wilbes, un groupe Coréen qui possède près de 7 usines dans le parc

SONAPI, les ouvriers continuent à recevoir 75 gourdes pour 1400 pièces réalisées. A MBI également, une autre usine coréenne, les modules reçoivent les mêmes prix pour des quantités exorbitantes allant jusqu'à 2000 pièces. A Hansae, particulièrement dans le numéro 1, les prix des quotas sont restés inchangés. La direction a même réduit de moitié la prime dénommée « bèl samdi » qui récompense les ouvriers les plus productifs de la semaine. Au lieu de 1000 gourdes, les ouvriers qui ont réussi au prix d'efforts surhumains à fournir le quota pendant 6 jours d'affilée reçoivent à présent 500 gourdes.

Dans certains cas, pour anticiper

d'éventuelles explosions de colère des ouvriers, les patrons ajoutent quelques gourdes aux salaires de production, lesquelles sont nettement inférieures aux 37% d'ajustement. Si on prend le cas de Pacific Sport, par exemple, sur tous les prix le patron a ajouté 15 gourdes, alors que si on considère le plus petit tarif qui se payait à 120 gourdes il devrait être augmenté de 45 gourdes.

Pour bénéficier de l'ajustement de 37% du salaire minimum, les travailleurs ont été obligés de se battre pendant plusieurs jours. Pour l'appliquer aux autres prix, aux salaires de production les travailleurs doivent mener le même combat car il n'y a pas de cadeau dans cette société bourgeoise. ■

SOIXANTE UNE GOURDES DÉJÀ PERDUES SUR LE SALAIRE

Rien que par la dépréciation de la gourde par rapport au dollar, le nouveau salaire minimum de 685 gourdes arraché de haute lutte par les travailleurs est déjà amputé de 61 gourdes. L'envolée continue des prix des produits alimentaires notamment, du transport, des médicaments etc. le ramèneront autour des 4 dollars par jour, salaire pratiqué depuis plus de 30 ans sur la zone industrielle. Les ouvriers avaient raison de demander 1500 gourdes comme salaire minimum puis de l'indexer sur la cherté de la vie, ce qui est couramment appelé l'échelle mobile des salaires.

Le 23 février dernier, au moment de la publication du nouveau décret d'ajustement du salaire minimum à 685 gourdes par jour, un dollar s'échangeait contre 110 gourdes. Les 685 gourdes valaient environ 6,22 dollars. Un mois plus tard, un dollar s'échange à 120 gourdes, les mêmes 685 gourdes valent aujourd'hui 5,70 dollars. En à peine un mois, la valeur réelle du nouveau salaire minimum a déjà perdu 0,51 dollar. De 6,22, elle est descendue à 5,70 dollars et cela ne fait que continuer.

Pour ne pas voir leurs capitaux fondre comme beurre au soleil, tout le commerce,

toutes les entreprises pratiquent ce qu'ils appellent « le taux du jour », l'indexation des prix de leur service sur le dollar. L'achat d'un billet d'avion, ou de n'importe quel produit dans un magasin cela se paie soit en dollars US ou en gourdes au taux du jour quand il y a possibilité.

Ce devrait être pareil pour les ouvriers, d'autant plus que les patrons de la sous-traitance font leurs transactions en dollars avec l'étranger. A chaque paye, les 6,22 dollars représentant le nouveau salaire minimum devrait être versé aux travailleurs soit en dollars ou en gourdes au taux du jour. Pour

6,22 dollars, les ouvriers devaient recevoir : 6,22 X 120 soit 745 gourdes en lieu et place des 685 gourdes.

L'amélioration continue de la qualité de vie de ceux dont la force de travail crée les richesses de la société devrait être la préoccupation première du pays. C'est le contraire qui se fait dans cette société d'exploitation. Les parasites jouissent grassement des fruits du travail des ouvriers, alors que ces derniers crèvent de faim, vivent dans la crasse et le dénuement. C'est inacceptable et révoltant ! Voilà pourquoi, il faut l'abattre. ■

PREMIUM : UN BEAU GESTE DE SOLIDARITÉ

Parmi les victimes de la répression policière dans la mobilisation pour l'ajustement salarial figure un ouvrier de Premium Appareil. C'est un sourd muet qui travaille dans cette usine depuis plusieurs années. Lors de la première journée de mobilisation, dans un mouvement de panique généralisée à la suite d'un lancer de gaz lacrymogène contre les ouvriers, il a été renversé par une voiture de police et a été transporté sans connaissance à l'Hôpital universitaire La Paix.

C'est par l'intermédiaire de ses parents que la nouvelle est parvenue à l'usine, lorsque toutes les activités ont redémarré.

Pour venir en aide à l'ouvrier victime, les travailleurs ont pris l'initiative d'organiser une levée de fonds. Chaque ligne, chaque section s'est engagée à verser une partie de sa paie. Le vendredi 18 mars, ils ont collecté l'ensemble de ces soutiens. Les cotisants étaient satisfaits de soutenir un camarade de travail alors que la direction s'est

cloîtrée dans un silence méprisant. Pour elle, seul compte le profit que rapporte la force de travail de l'ouvrier.

Après 10 jours d'hospitalisation, le malade a été renvoyé chez lui. Dimanche 20 mars, une délégation d'ouvriers s'est rendue chez lui pour lui donner l'argent collecté.

Sa famille a été très contente car, pour elle, c'est un grand soulagement. ■

GRÈVE À L'HÔPITAL GÉNÉRAL : L'ÉTAT AFFICHE SON INUTILITÉ

Censé être le plus grand centre hospitalier public du pays, l'hôpital de l'Université d'Etat d'Haïti, HUEH, semble vivre ses dernières heures. Une grève du petit personnel de santé demandant des améliorations dans ses conditions de travail paralyse toutes les activités de l'institution depuis plus d'un mois. Le mépris, l'arrogance, la condescendance sont la seule réponse des autorités aux revendications de ces agents de santé.

La principale voie qui donne accès à l'HUEH est bloquée depuis près de 6 semaines par la carcasse d'un véhicule au travers de la rue Saint Honoré. On y trouve également de vieilles chaises, un long banc. Chaque matin, quelques employés viennent sur ce piquet de grève expliquer l'objectif de leur mouvement : une revalorisation salariale, le versement régulier d'une prime de 5 à 10 mille gourdes promise par l'Etat, mais interrompue seulement après trois mois, des matériels de travail pour pouvoir mieux prendre soin des milliers de personnes de condition économique modeste qui viennent à cet hôpital. Solidaires de collègues de Port-au-Prince, le personnel

soignant de l'hôpital Justinien au Cap-Haitien entre aussi en grève.

Comme si ces hôpitaux ne servaient plus à rien, le ministre de la Santé, le directeur général du ministère, le Premier ministre, qui sont tous médecins, font peu de cas de l'arrêt des activités de l'HUEH et donnent par là une idée de l'importance qu'ils accordent à la santé des plus pauvres dans le pays. Il est vrai que depuis belle lurette, ceux qui font office d'autorité dans le pays font semblant de n'avoir aucune idée du service public. De leur emploi, une seule chose les préoccupe : jouir grassement des privilèges liés à leur poste, trafiquer pour remplir leurs comptes en banque le plus vite que possible. Le reste leur importe

peu.

Pour l'instant, les personnes sensibles feront mieux de passer loin des locaux de l'HUEH logés provisoirement depuis le tremblement de terre de 2010 à la caserne Dessalines. Des piles d'immondices en putréfaction font office de bouquets de fleurs, des flaques d'eau nauséabonde sont partout sur la cour, des charognards comme des chiens, des cochons, des rats sont les maîtres du lieu.

La construction d'un nouveau local pour l'HUEH piétine depuis 12 ans. Aucun responsable n'est en mesure d'expliquer où sont passés les dizaines de millions de dollars qui y étaient consacrés.■

8 MARS: JOURNÉE INTERNATIONALE DES LUTTES DES FEMMES

La causerie organisée le 8 mars dernier par les jeunes militants de JCR, Jeunesse communiste révolutionnaire, a été une réussite. Environ une cinquantaine de jeunes y ont pris part.

Cette année, pour marquer la journée de 8 mars, les jeunes se revendiquant des idées communistes révolutionnaires ont pris l'initiative d'organiser une rencontre dans l'enceinte de la faculté des sciences humaines.

Démarrée avec une exposition des photographies de femmes qui ont marqué leur temps dans les luttes révolutionnaires, la journée s'est prolongée jusqu'à 2 heures

PM avec une conférence-débat autour du thème : « Femmes dans les luttes pour la construction d'une société sans classes. »

Après une courte introduction, une discussion très chaleureuse et passionnante a animé l'assistance. Les invités, tous des jeunes, notamment des jeunes filles, ont dénoncé l'asservissement des femmes dans la société. Ils ont dépeint un tableau dégradant de la situation des femmes plus d'un siècle après leurs luttes

pour le droit de vote, dans lesquelles la militante socialiste allemande Clara Zetkin a pris part. Par ailleurs ils ont compris qu'une égalité effective ne sera possible entre les sexes que quand l'humanité se sera débarrassée de la propriété privée et des classes sociales.

Et les luttes, qui conduiront à cette société, concernent tous ceux qui sont révoltés par l'exploitation de l'homme par l'homme, quel que soit le sexe.■

DANS L'INTERNATIONAL

RUSSIE-UKRAINE : UNE GUERRE IMPÉRIALISTE MENÉE AVEC LA PEAU DES MASSES POPULAIRES

Parmi les millions d'Ukrainiens qui fuient les bombes meurtrières de l'armée russe, les milliers de corps déchiquetés qui jonchent les rues des principales villes ukrainiennes assiégées, il serait exceptionnel de trouver des oligarques ukrainiens. Et si les noms de quelques généraux de l'armée sont cités parmi les nombreux soldats russes tués au combat, les oligarques russes et leurs alliés sont au chaud dans leurs yachts, dans leurs luxueux châteaux éparpillés et bien protégés dans des paradis fiscaux d'où ils regardent le massacre de deux peuples frères dressés l'un contre l'autre.

Si Vladimir Poutine porte la responsabilité de celui qui, dans la nuit du 23 au 24 février 2022, a déclenché la guerre contre la population ukrainienne pour s'opposer à la marche progressive de l'impérialisme américain vers des régions que l'oligarchie russe considérait jadis comme son fief, cette guerre se prépare en réalité depuis des dizaines d'années. Les immenses richesses de l'empire russe et de nombreuses régions adjacentes n'ont jamais cessé d'aiguiser l'appétit des trusts américains et européens. C'est bien pour cette raison, en dépit de la fin de la période dite « période la guerre froide » avec la dislocation de l'URSS, Union des Républiques Socialistes Soviétiques, en 1991, que l'OTAN, le bras armé de l'impérialisme occidental a continué son élargissement au plus près des frontières de la Russie.

Les nombreuses déclarations des dirigeants occidentaux sur la tragédie du

peuple ukrainien massacré par l'armée russe sur les ordres de Vladimir Poutine cachent mal leur hypocrisie. En apportant leurs appuis inconditionnels, tant financiers que militaires, au gouvernement ukrainien dirigé par le président Volodymyr Zelensky qui est loin d'être un champion dans la défense des intérêts des classes populaires ukrainiennes, l'impérialisme américain et alliés affirment leur intention de ne pas céder un pouce à Vladimir Poutine.

Retranché derrière son nationalisme et se posant en victime, Vladimir Poutine impose aussi cette guerre à sa propre population. De nombreux russes ont été arrêtés et jetés en prison pour avoir simplement osé manifester contre une guerre qu'ils estiment avec raison ne pas être la leur. Opprimées et vivant d'expédients, les masses laborieuses russes ne jouissent pas des immenses richesses que prétend défendre Vladimir Poutine contre ses rivaux occidentaux.

Un mois après le début de cette guerre

économique pour la conquête de marché, nul ne peut affirmer quand et ni comment finiront ces hostilités. A côté des dizaines de milliers de morts et de blessés, des millions de réfugiés, les conséquences désastreuses de ce énième conflit entre belligérants capitalistes se font déjà sentir sur la classe ouvrière et les masses populaires partout dans le monde.

En Haïti, le prix du pain a doublé. La population vit avec la peur bleue d'une possible augmentation des prix des produits pétroliers dont le coût sur le marché mondial a augmenté. Dans de nombreux autres pays, des usines ferment par manque ou rareté de matières premières. Aux USA et en France, des millions de personnes n'arrivent plus à se chauffer par la montée vertigineuse du prix du gaz.

Le capitalisme, c'est non seulement la pauvreté, le chômage et la misère pour le plus grand nombre, mais c'est aussi et surtout les guerres, les désastres écologiques, le délitement et la sape du fondement même de l'humanité. Il est donc urgent de s'en débarrasser !■

POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.

TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.

CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.